



CHAPITRE 284

LOI CONCERNANT LES COMPAGNIES DE FIDÉICOMMIS

CHAPTER 284

AN ACT RESPECTING TRUST COMPANIES

Titre
abrégé.

1. La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi des compagnies de fidéicommis*. S. R. 1925, c. 248, a. 1.

1. This act may be cited as the *Trust Companies Act*. R. S. 1925, c. 248, s. 1. Short title.

SECTION I

DISPOSITIONS INTERPRÉTATIVES

Défini-
tions:

2. À moins de déclaration contraire, expresse ou résultant du conteste de la disposition, les expressions, termes et mots suivants ont, dans la présente loi, le sens et l'application que leur attribue le présent article:

"Bureau
princi-
pal";

1° Les mots "bureau principal" indiquent l'endroit où les principaux officiers administratifs d'une compagnie de fidéicommis transigent habituellement les affaires de la compagnie;

"Bureau
princi-
pal dans
la pro-
vince";

2° Les mots "bureau principal dans la province" indiquent l'endroit où l'agent principal d'une compagnie extra-provinciale ou étrangère de fidéicommis transige habituellement les affaires de la compagnie;

"Compa-
gnie";

3° Le mot "compagnie", quand il concerne une compagnie de fidéicommis, indique une compagnie de fidéicommis constituée en vertu des lois de cette province, ou des lois de l'ancienne province du Bas-Canada, ou de l'ancienne province du Canada, et transigeant le genre d'affaires mentionné dans le paragraphe 7° du présent article, en vertu de la loi ou des lettres patentes qui l'ont ainsi constituée en corporation;

"Compa-
gnie extra-
pro-
vinciale";

4° Les mots "compagnie extra-provinciale" indiquent une compagnie de fidéicommis constituée en corporation en vertu des lois de la puissance du Canada ou de

DIVISION I

INTERPRETATION

2. Except where the contrary is expressly declared, or is implied from the context, the following expressions, terms and words shall have, in this act, the sense and meaning given them by this section:

Defini-
tions:

1. The words: "head office" mean the place where the principal administrative officers of a trust company habitually carry on the company's business;

"Head
office";

2. The words "principal office in the Province" mean the place where the chief agent of an extra-provincial or foreign trust company habitually carries on the company's business;

"Principal
office in
the
Prov-
ince";

3. The word "company", when applied to a trust company, means a trust company incorporated in virtue of the laws of this Province or of the laws of the former province of Lower Canada or of the former province of Canada, and carrying on the kind of business mentioned in paragraph 7 of this section, in virtue of the act or of the letters patent incorporating it;

"Com-
pany";

4. The words "extra-provincial company" mean a trust company incorporated in virtue of the laws of the Dominion of Canada or of some province of Canada,

"Extra-
provincial
com-
pany";

quelqu'une de ses provinces, à part la province de Québec;

"Compagnie étrangère";

5° Les mots "compagnie étrangère" indiquent une compagnie de fidéicommiss constituée en corporation par un pays autre que le Canada ou quelqu'une de ses provinces;

"Compagnie enregistrée";

6° Les mots "compagnie enregistrée" indiquent une compagnie de fidéicommiss enregistrée en vertu de la présente loi.

"Compagnie de fidéicommiss";

7° Les mots "compagnie de fidéicommiss" indiquent une compagnie provinciale, extra-provinciale ou étrangère, autorisée à agir comme tuteur, subrogé-tuteur, curateur aux biens, liquidateur, receveur, conseil judiciaire, gardien judiciaire, séquestre, exécuteur testamentaire, fiduciaire, fidéicommissaire pour les porteurs de bons ou d'obligations, agent pour la liquidation d'affaires en général, l'administration de successions de biens mobiliers ou immobiliers, ou possédant tous les pouvoirs ou quelqu'un ou quelques-uns des pouvoirs ci-dessus énumérés, ou autres pouvoirs analogues, et qui, en sus, peut être autorisée par sa charte:

a) À accepter, remplir et exécuter tous fidéicommiss légaux qui peuvent lui être assignés, avec son consentement, par toute personne ou corporation ou par toute cour de justice agissant dans les limites de ses attributions;

b) À faire, en général, au nom de mandants ou en son nom propre pour le compte de mandants, fonction d'agent ou de procureur pour la transaction de toutes affaires, la vente, l'achat ou l'administration d'immeubles, la construction de bâtiments, le placement et la perception de deniers, loyers, intérêts, dividendes, hypothèques, bons, billets, lettres de change et autres valeurs et aussi pour les fins d'enregistrement, d'émission et de contreseing de transferts et de certificats d'actions, de bons, de débetures et d'autres obligations, et à recevoir et gérer tout fonds d'amortissement créé pour les éteindre;

c) À recevoir, comme agent ou dépositaire, toutes sortes de biens mobiliers ou de documents quelconques, pour les garder en sûreté, et administrer les affaires qui leur sont connexes;

d) À faire, au nom de mandants ou en son propre nom pour le compte de mandants, des placements, soit en acquisition de biens

other than the Province of Quebec;

5. The words "foreign company" mean a trust company incorporated by a country other than Canada or one of its provinces;

"Foreign company";

6. The words "registered company" mean a trust company registered in virtue of this act;

"Registered company";

7. The words "trust company" mean a provincial, extra-provincial or foreign company authorized to act as tutor, subrogate-tutor, curator to the property, liquidator, receiver, judicial adviser, judicial guardian, sequestrator, testamentary executor, trustee, trustee for the holders of bonds or debentures, agent for the winding up of business in general, the administration or successions and of moveable or immoveable property, or possessing all or one or more of the powers hereinabove mentioned or other like powers, which, in addition, may be authorized by its charter:

"Trust company".

a. To accept, fulfil and execute all legal trusts which may be assigned it with its consent by any person or corporation, or by any court of justice acting within its jurisdiction;

b. To act in general in the name of principals or in its own name on account of principals, as agent or attorney for the transaction of all kinds of business, the sale, purchase or management of immoveable property, the erection of buildings, the investment and collection of moneys, rents, interest, dividends, hypothecs, bonds, notes, bills of exchange and other securities, and also for the purposes of registering, issuing and countersigning transfers and certificates of shares, bonds, debentures, or other obligations, and to receive and manage any sinking-fund established to pay them off;

c. To receive as agent or depositary all sorts of moveable property or documents whatsoever for safe-keeping, and to manage the business in connection therewith;

d. To make, in the name of principals or in its own name on account of principals, investments either by the acquisition

immobiliers, de biens mobiliers, de créances et d'autres valeurs, soit en prêtant des deniers, avec pouvoir de prendre, pour le paiement de tout placement, les garanties permises par les lois;

e) À garantir tout placement fait par la compagnie ou autrement et le remboursement du capital ou le paiement des intérêts ou des deux;

f) À faire des achats et des ventes d'actions, de bons ou d'obligations garantis par hypothèque ou autrement et à faire des placements de deniers sur ces actions, bons ou obligations;

g) À garantir le titre et la paisible jouissance de toute propriété, d'une manière absolue ou sujette à des conditions et restrictions et à garantir toutes personnes qui y sont intéressées, ou sur le point de le devenir, ou possédant ou sur le point d'acheter ou d'acquérir toute propriété immobilière, contre toutes pertes, actions, procédures ou demandes à raison d'insuffisance, d'imperfection ou de défaut de titre ou au sujet d'empêchements, de charges ou de droits existants;

h) À examiner ou vérifier les livres, comptes, conditions et situations financières de corporations, sociétés ou personnes, à en faire rapport quand elle en sera requise ou autorisée par telles corporations, sociétés ou personnes, et aussi quand elle en sera requise par ordre d'un tribunal de juridiction compétente;

i) À donner des cautionnements en justice pour le bénéfice de parties qui y sont tenues, et des cautionnements extra-judiciaires pour l'exécution fidèle de tout contrat intervenu entre personnes ou corporations;

j) À fixer généralement et à percevoir ou recevoir pour ses services rendus ou à rendre, toute rémunération convenue ou raisonnable en sus des frais légaux ordinaires;

k) À faire tous contrats et actes généralement nécessaires pour l'accomplissement de fonctions qui peuvent lui être conférées dans les limites ci-dessus;

of moveable or immoveable property, or of debts or other securities, or by lending money, with power to take such security for the payment of any investment as the law allows;

e. To guarantee any investment made by the company or otherwise, and the payment of the capital or interest thereof or both;

f. To buy and sell shares, bonds or debentures secured by hypothec or otherwise, and to invest moneys therein;

g. To guarantee the title and the peaceful enjoyment of any property, either absolutely or subject to conditions and restrictions, and to warrant all persons interested therein or to be interested therein, or possessing or intending to buy or acquire any immoveable property, against all loss, actions, proceedings or demands by reason of insufficiency, imperfection or want of title or as regards existing impediments, charges or rights;

h. To examine or audit the books, accounts and financial statements of corporations, partnerships or persons, and to report thereon, when required or authorized so to do by such corporations, partnerships or persons, and also, when required so to do by order of a court of competent jurisdiction;

i. To become judicial sureties for the benefit of parties obliged to give such security, and extra-judicial sureties for the faithful performance of any contract between any persons or corporations;

j. To fix generally and to collect or receive, for its services rendered or to be rendered, any agreed or reasonable remuneration over and above ordinary legal expenses;

k. To make and execute all contracts and instruments generally necessary for the performance of the functions which may be conferred upon it within the above limits;

8. The words "permanent stock" or "permanent shares" mean the capital or shares not liable to be withdrawn from or repaid by the company;

"Capital permanent";

8° Les mots "capital-actions permanent" ou "actions permanentes" indiquent le capital ou les actions d'un capital-actions non sujet à remise ou à remboursement de la part de la compagnie;

"Capital
tem-
poraire";

9° Les mots "capital-actions temporaires" ou "actions temporaires (*terminating stock or terminating shares*)", comprennent cette partie du capital-actions ou tout le capital-actions ou cette partie des actions ou toutes les actions d'un capital-actions qui est sujet ou peut être sujet à remise ou à remboursement de la part de la compagnie;

"Libéré";

10° Le mot "libéré", quand il s'applique à une action ou à un capital-actions, désigne une action ou un capital-actions absolument payé et aucunement sujet à quelque responsabilité, actuelle ou éventuelle, envers la compagnie;

"Trésorier
de la pro-
vince".

11° Les mots "trésorier de la province" comprennent tout fonctionnaire du département du trésor, autorisé à remplir les fonctions attribuées au trésorier de la province en vertu de la présente loi. S. R. 1925, c. 248, a. 2.

9. The words "terminating stock" or "terminating shares" include the whole or that part of the capital stock or shares which is or may be liable to be withdrawn from or repaid by the company;

10. The word "paid-up", when applied to a share or to stock, means a share or stock paid in full and subject to no further responsibility actual or contingent towards the company;

11. The words "Provincial Treasurer" include any officer of the Treasury Department authorized to exercise the functions assigned to the Provincial Treasurer in virtue of this act. R. S. 1925, c. 248, s. 2.

SECTION II

DE L'APPLICATION DE LA PRÉSENTE LOI ET DE LA LOI DES COMPAGNIES

Disposi-
tions ap-
plicables.

3. 1. Les dispositions de la deuxième partie de la Loi des compagnies de Québec (chap. 276) s'appliquent aux compagnies constituées en corporation par la Législature de cette province, sauf les dispositions spéciales de la présente loi et des chartes particulières.

2. Les dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec (chap. 276) s'appliquent aux compagnies de fidéicommis constituées en corporation par lettres patentes émises sous le grand sceau de la province en vertu d'une loi de cette province, à quelque époque que ce soit avant l'entrée en vigueur des présents Statuts refondus, ou qui le seront à l'avenir, sauf les dispositions spéciales de la présente loi.

3. Les articles de la présente loi s'appliquent à toutes les compagnies enregistrées, chaque fois que, d'après leur contexte, ces dispositions réfèrent à une compagnie enregistrée. S. R. 1925, c. 248, a. 3.

SECTION III

DE LA CONSTITUTION EN CORPORATION

Lettres
patentes.

4. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, au moyen de lettres patentes sous le

DIVISION II

APPLICATION OF VARIOUS PROVISIONS

3. 1. The provisions of Part II of the Quebec Companies Act (Chap. 276) shall apply to companies incorporated by the Legislature of this Province, saving any special provisions of this act or of any individual charter. Law ap-
plicable.

2. The provisions of Part I of the Quebec Companies Act (Chap. 276) shall apply to trust companies incorporated by letters patent issued under the great seal of the Province under any law of the Province, at any time whatsoever before the coming into force of these Revised Statutes, subject to the special provisions of this act.

3. The sections of this act shall apply to all registered companies whenever according to their context such provisions refer to a registered company. R. S. 1925, c. 248, s. 3.

DIVISION III

INCORPORATION

4. The Lieutenant-Governor in Council may, by letters patent under the great Letters
patent.

grand sceau, accorder une charte à tout nombre de personnes n'étant pas moindre que neuf qui lui en font la demande par requête dans le but d'obtenir tous les pouvoirs, ou quelqu'un ou quelques-uns des pouvoirs énumérés dans le paragraphe 7° de l'article 2. S. R. 1925, c. 248, a. 4.

seal, grant a charter to any number of persons not less than nine who apply therefor by petition in order to obtain the powers or some of the powers mentioned in paragraph 7 of section 2. R. S. 1925, c. 248, s. 4.

Preuve exigée.

5. Avant l'émission des lettres patentes, il doit être démontré, à la satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil :

1° Que, dans la localité où la compagnie projetée aura son principal bureau, il est opportun, pour la commodité du public, d'établir une compagnie de fidéicomis ou une compagnie de fidéicomis additionnelle;

2° Que les requérants ont toute l'habileté nécessaire pour remplir les devoirs d'une compagnie de fidéicomis de façon à commander la confiance du public;

3° Que la compagnie projetée possède un capital-actions permanent et souscrit d'au moins deux cent cinquante mille dollars, divisé en actions d'une valeur au pair de cent dollars chacune, dont cent mille dollars au moins ont été versées par les souscripteurs de ce capital, en fidéicomis pour la compagnie, dans une banque légalement constituée;

4° Que chaque souscripteur a payé de ses deniers sa part contributoire dans le capital libéré, en proportion du nombre d'actions qu'il a souscrites;

5° Que chaque requérant détient au moins dix actions en son propre nom et pour lui-même. S. R. 1925, c. 248, a. 5.

5. Before the issuing of the letters patent, it must be established to the satisfaction of the Lieutenant-Governor in Council: Evidence required.

1. That it is expedient, as being for the convenience of the public, that there should be a trust company or an additional trust company in the place where the proposed company will have its head office;

2. That the petitioners have the qualifications necessary for performing the duties of a trust company, so as to command the confidence of the public;

3. That the proposed company has a permanent subscribed capital stock of at least two hundred and fifty thousand dollars, divided into shares of the par value of one hundred dollars each, at least one hundred thousand dollars whereof have been paid by the subscribers thereof in trust for the company into a chartered bank;

4. That each subscriber has paid with his own money his share of the paid-up capital in proportion to the number of shares for which he has subscribed;

5. That each petitioner is the holder of at least ten shares in his own name and for his own behalf. R. S. 1925, c. 248, s. 5.

Capital permanent. Certificats.

6. Le capital-actions d'une compagnie de fidéicomis doit être permanent.

Quand il s'agit d'actions complètement libérées, la compagnie peut émettre des certificats d'actions aux conditions qui peuvent être déterminées, démontrant que le porteur a droit aux actions qui y sont mentionnées et elle peut, au moyen de coupons ou autrement, pourvoir au paiement des dividendes à venir sur les actions mentionnées dans ces certificats. S. R. 1925, c. 248, a. 6.

6. The capital stock of a trust company shall be permanent.

In the case of paid-up shares the company may issue stock certificates upon such conditions as may be, from time to time, determined, showing that the bearer has a right to the shares therein mentioned, and it may provide, by means of coupons or otherwise, for the future dividends on the shares mentioned in the certificate. R. S. 1925, c. 248, s. 6.

Capital permanent. Certificats.

SECTION IV

DES POUVOIRS GÉNÉRAUX

DIVISION IV

GENERAL POWERS

Emprunts prohibés.

7. 1. Sauf les dispositions contraires contenues dans une charte spéciale, une

7. 1. Subject to any provisions to the contrary contained in a special charter, Borrowing forbidden.

compagnie ne peut emprunter des deniers par la réception de dépôts ou l'émission de bons ou d'obligations, quel que soit le nom sous lequel ces bons ou obligations puissent être désignés.

Exception. 2. Quand les deniers sont confiés à une compagnie dans le but, de bonne foi, de les faire placer par elle en sa qualité de fidéicommissaire ou d'agent, le fait, par la compagnie, de garantir le paiement de ces deniers ou de l'intérêt sur ces deniers à des taux d'intérêt convenus, à dates fixes, ne constitue pas un emprunt ou une émission de bons ou d'obligations dans le sens prohibé par le paragraphe 1 du présent article.

Autre exception. 3. Une compagnie peut, toutefois, emprunter ou émettre des bons ou obligations pour un montant n'excédant pas soixante et quinze pour cent de son capital libéré, dans le but de construire des bâtiments pour son propre usage, en tout ou en partie. S. R. 1925, c. 248, a. 7.

Place-
ments.

8. Une compagnie enregistrée peut placer les deniers qu'elle détient en une des capacités ou qualités mentionnées dans le paragraphe 7° de l'article 2, de la manière permise par les articles 981o et suivants du Code civil, ou sur les bons ou obligations de toute compagnie constituée en corporation, quand ces bons ou obligations sont garantis par une hypothèque sur des biens-fonds situés dans la province et évalués à un montant n'excédant pas les trois cinquièmes de l'évaluation municipale, ou sur les bons ou obligations garantis soit par la puissance du Canada, soit par une de ses provinces, ou sur les obligations remboursables de toute corporation municipale ou scolaire du Canada.

Place-
ments sur
hypo-
thèque.

Une compagnie enregistrée peut encore placer les deniers qu'elle détient en une des capacités ou qualités mentionnées dans le paragraphe 7° de l'article 2, quand elle le juge à propos, sur première hypothèque sur des biens-fonds situés dans la province quoique ces biens-fonds ne soient pas encore portés au rôle d'évaluation de la municipalité, ou sur les bons ou obligations de toute compagnie constituée en corporation, quand ces bons ou obligations sont garantis par une première hypothèque sur des biens-fonds situés dans la province, quoique ces biens-fonds ne soient pas encore portés au rôle d'évaluation de la municipa-

no company shall borrow money by receiving deposits or by issuing bonds or debentures, by whatever names such bonds or debentures may be described.

2. Whenever money is entrusted to a company for the *bona fide* purpose of having such money invested by the company in its capacity of trustee or agent, the fact of the company guaranteeing the payment of such money or of the interest thereon at an agreed rate of interest at fixed dates shall not constitute a loan or an issue of bonds or debentures forbidden by subsection 1 of this section.

3. A company may, however, borrow or issue bonds or debentures to an amount of not more than seventy-five per cent of its paid-up capital, in order to erect buildings for its own use, in whole or in part. R. S. 1925, c. 248, s. 7.

8. A registered company may invest money which it holds in one of the capacities mentioned in paragraph 7 of section 2, in the manner authorized by articles 981o and following of the Civil Code, or in bonds or obligations of any incorporated company when such bonds or obligations are secured by a hypothec on immoveable property situate in the Province to an amount not exceeding three-fifths of the municipal valuation, or in bonds or debentures guaranteed by the Dominion of Canada, or by any one of the provinces thereof, or in the terminable debentures of any municipal or school corporation in Canada.

A registered company may also invest the moneys which it holds in one of the capacities mentioned in paragraph 7 of section 2, when it thinks proper, on first hypothec on immoveable property situate in the Province, although such property is not yet entered in the municipal valuation roll, or in the bonds or debentures of any incorporated company when such bonds or debentures are secured by a first hypothec on immoveable property situate in the Province, although such immoveable property is not yet entered in the municipal valuation roll; but in such case the company must previously have obtained

lité; mais, dans ces cas, la compagnie doit avoir obtenu au préalable la permission, sur requête sommaire, du juge en chambre de la Cour supérieure du district dans lequel sont situés les biens-fonds. Le juge, avant d'accorder la requête, peut exiger toute preuve par affidavit ou par témoins, qu'il croit nécessaire. S. R. 1925, c. 248, a. 8.

the permission, on summary petition, of a judge in chambers of the Superior Court for the district in which the immoveable property is situate, who, before granting such petition, may require any evidence, by affidavit or from witnesses, which he thinks necessary. R. S. 1925, c. 248, s. 8.

Placement
des con-
joints.

9. Une compagnie enregistrée peut, quand elle le juge avantageux, placer en son propre nom les deniers qu'elle détient en une des capacités ou qualités mentionnées dans le paragraphe 7° de l'article 2, ainsi que ses propres deniers, sur une seule et même hypothèque ou valeur autorisée en vertu de l'article 8, mais elle est alors tenue de faire des entrées spéciales dans ses livres afin d'accorder à chaque fidéicomis, personne ou corporation intéressée, sa juste part dans le placement ainsi fait.

9. A registered company may, when it deems expedient, invest in its own name the shares which it holds in one of the capacities mentioned in paragraph 7 of section 2, as well as its own money, in a single hypothec or security authorized by section 8, but in such case it must make special entries in its books so as to assign to each trust, person or corporation interested, his or its proper share in such investment. Joint invest-ments.

Ségréga-
tion.

La partie des deniers ainsi placée au nom de la compagnie enregistrée et qui ne lui appartient pas, ne répond pas des dettes ni des obligations de la compagnie. S. R. 1925, c. 248, a. 9.

The part of the moneys so invested in the name of the registered company and which does not belong to it, shall not be liable for the debts or obligations of the company. R. S. 1925, c. 248, s. 9. Proviso.

Autres
place-
ments.

10. Une compagnie enregistrée peut aussi placer les deniers appartenant à des personnes, sociétés ou corporations, pouvant disposer librement de leurs biens, de la façon indiquée dans l'acte créant le fidéicomis ou l'agence. À défaut de dispositions à cet égard dans l'acte de fidéicomis ou d'agence, les prescriptions des articles 8 et 9 reçoivent leur application. S. R. 1925, c. 248, a. 10.

10. A registered company may also invest moneys belonging to persons, firms or corporations having the right to freely dispose of their property, in the manner mentioned in the instrument creating the trust or the agency. In default of such provisions in the instrument of trust or agency, sections 8 and 9 shall apply. R. S. 1925, c. 248, s. 10. Other in-vest-ments.

Comité
exécutif.

11. Les directeurs d'une compagnie peuvent déléguer, par règlement, selon qu'ils le jugent à propos, certains de leurs pouvoirs à un comité exécutif composé d'au moins trois membres du bureau de direction de la compagnie. S. R. 1925, c. 248, a. 11.

11. The directors of a company may delegate by by-law, as they may think proper, certain of their powers to an executive committee consisting of at least three members of the board of directors of the company. R. S. 1925, c. 248, s. 11. Executive commit-tee.

Possession
d'im-
meubles.

12. Conformément à ses règlements ou à sa constitution, toute compagnie enregistrée en vertu de la présente loi, peut posséder, absolument pour son propre usage et avantage, toute propriété immobilière qui peut lui être nécessaire et utile pour la poursuite de ses affaires, et toute propriété immobilière qui est engagée ou

12. Every company registered in virtue of this act may, subject to its by-laws or constitution, hold absolutely for its own use and benefit all immoveable property which may be necessary or useful for the conduct of its business; and any immoveable property which is pledged or hypothecated in its favour may be bought Holding of immov-ables.

hypothéquée en sa faveur peut être achetée par elle pour la protection de ses placements, et elle peut vendre, hypothéquer, louer ses biens immobiliers ou en disposer autrement; mais elle doit vendre tout immeuble acquis en paiement d'une dette lui appartenant dans les sept ans qui suivent cette acquisition, sinon il est confisqué au nom de Sa Majesté et au profit de la province. S. R. 1925, c. 248, a. 12.

by it for the protection of its investment, and it may, from time to time, sell, hypothecate, lease, or otherwise dispose of its immoveable property; but it must sell any immoveable property acquired in payment of a debt due to the company within the seven years following such acquisition, failing which such property shall be confiscated in the name of His Majesty and for the benefit of the Province. R. S. 1925, c. 248, s. 12.

Contrainte
par corps.

13. Le président, le vice-président, le secrétaire et le gérant d'une compagnie enregistrée et, dans le cas d'une compagnie extra-provinciale ou étrangère, son agent principal dans la province, sont sujets à la contrainte par corps, personnellement, dans les cas où des individus exerçant les fonctions que la compagnie exerce y seraient sujets. S. R. 1925, c. 248, a. 13.

13. The president, the vice-president, the secretary and the manager of a registered company, and, in the case of an extra-provincial or foreign company, its chief agent in the Province, shall be personally subject to coercive imprisonment in cases where individuals exercising the functions which the company exercises would be subject thereto. R. S. 1925, c. 248, s. 13.

Coercive
imprison-
ment.

Droit
d'agir
seule.

14. Une compagnie enregistrée autorisée à exercer l'une ou plusieurs des charges mentionnées dans le paragraphe 7° de l'article 2, peut agir seule en cette capacité ou qualité, et ce, malgré toute disposition générale ou spéciale dans une loi exigeant que deux ou plusieurs personnes soient nommées à l'exercice de la charge dont est revêtue la compagnie enregistrée.

14. A registered company, authorized to hold one or more of the offices mentioned in paragraph 7 of section 2, may act alone in such capacity notwithstanding any general or special provision of any law requiring two or more persons to be appointed to the office held by a registered company.

Power to
act alone.

Caution-
nement
non
requis.

Une compagnie enregistrée, quand elle est nommée à une charge quelconque par des personnes ou des corporations ou par un tribunal de juridiction compétente, n'est pas tenue de fournir d'autre cautionnement ou d'autre garantie que son propre engagement de remplir les devoirs de la charge qui lui est confiée, à moins que le tribunal, dans le cas d'une nomination relevant de sa juridiction, ne juge à propos d'en décider autrement. S. R. 1925, c. 248, a. 14.

A registered company, when it is appointed to any office by any person or corporation, or by a court of competent jurisdiction, shall not be bound to furnish any bond or security other than its own undertaking to perform the duties of the office entrusted to it, unless the court, in the case of an appointment within its jurisdiction, thinks fit to order otherwise. R. S. 1925, c. 248, s. 14.

Security
not
required.

Comptes
séparés.

15. Les sommes d'argent et valeurs de chaque fidéicommiss doivent être toujours distinctes de celles d'une compagnie enregistrée et forment des comptes séparés, et chaque fidéicommiss particulier est désigné, dans les livres de la compagnie, de manière à être toujours séparé de tout autre dans les registres et autres livres de compte tenus par la compagnie, afin que jamais les fonds en fidéicommiss ne forment partie et

15. The sums of money and securities of each trust shall be always kept separate from those of the registered company itself, and separate accounts thereof shall be kept, and each separate trust shall be described in the books of the company, so as to be always distinct from any other in the registers and other books of account kept by the company, so that the trust funds shall never form part of nor be con-

Separation of
moneys.

ne soient confondus avec l'actif général de la compagnie, et celle-ci, dans les reçus de location et dans la surveillance et l'administration du fidéicommiss ou autre propriété, doit tenir des dossiers et des comptes séparés de toutes les opérations qui s'y rapportent, et lesdits fidéicommiss et autres propriétés ne sont pas responsables des dettes ordinaires et obligations de la compagnie. S. R. 1925, c. 248, a. 15.

founded with the general assets of the company; and the company, in its receipts for rent and in the supervision and management of the trust or other property, shall keep separate records and accounts of all operations relating thereto, and the said trust and other properties shall not be responsible for the ordinary debts and obligations of the company. R. S. 1925, c. 248, s. 15.

Fusion.

16. Lorsqu'une compagnie, en vertu de sa charte, a le pouvoir de se fusionner avec une autre compagnie, l'acte d'arrangement pour opérer cette fusion, lorsqu'il est fait et passé par ces compagnies, doit être communiqué au lieutenant-gouverneur en conseil pour recevoir son approbation.

16. Whenever a company under its charter has the power to amalgamate with another company, every deed of agreement to effect such amalgamation, when made and passed by such company, shall be submitted to the Lieutenant-Governor in Council for approval. Amalgamation.

Avis.

Cette fusion prend effet à partir de la publication d'un avis dans la *Gazette officielle de Québec*, sous la signature du trésorier de la province attestant que cette approbation a été donnée par le lieutenant-gouverneur en conseil. S. R. 1925, c. 248, a. 16.

Such amalgamation shall take effect from the date of the publication of a notice in the *Quebec Official Gazette* signed by the Provincial Treasurer attesting that such approval has been given by the Lieutenant-Governor in Council. R. S. 1925, c. 248, s. 16. Notice.

SECTION V

DIVISION V

DE L'ENREGISTREMENT

REGISTRATION

Enregistrement requis.

17. Une compagnie de fidéicommiss ne peut transiger des affaires de fidéicommiss en cette province que si elle est enregistrée chez le trésorier de la province, conformément à la présente loi.

17. No trust company shall carry on trust business in this Province, unless it is registered in the office of the Provincial Treasurer in accordance with this act. Registration required.

Certificat.

Le certificat d'enregistrement soustrait la compagnie qui l'obtient aux prohibitions contenues dans l'article 365 du Code civil, sauf, toutefois, celles relatives aux assignations personnelles ou aux assignations pour servir comme témoins ou jurés et celles relatives aux poursuites pour assaut, batterie et autre voie de fait. S. R. 1925, c. 248, a. 17.

The certificate of registration shall relieve the company obtaining the same from the prohibitions contained in article 365 of the Civil Code, except, however, those relating to personal summons or summons to serve as witnesses or jurors, and those relating to prosecutions for assault, battery or other violence to the person. R. S. 1925, c. 248, s. 17. Certificate.

Tutelle.

18. Un certificat d'enregistrement ne peut être émis en faveur d'une compagnie de fidéicommiss pour exercer les fonctions de tuteur ou de subrogé-tuteur à la personne, et ce nonobstant toute disposition législative pouvant autoriser une compagnie à exercer telles fonctions. S. R. 1925, c. 248, a. 18.

18. No certificate of registration may be issued in favour of a trust company empowering it to act as tutor or subrogate-tutor to persons, notwithstanding any legislative provisions which may authorize a company to act as such. R. S. 1925, c. 248, s. 18. Tutorship.

Compagnies
pouvant
être en-
registrées.

19. Les compagnies de fidéicommiss suivantes qui sont solvables peuvent être enregistrées:

1° Les compagnies de fidéicommiss constituées en corporation en vertu des lois de la province depuis le 1er juillet 1913, (date de l'entrée en vigueur de la loi 3 George V, chapitre 44,) et celles qui le seront à l'avenir en vertu desdites lois;

2° Les compagnies de fidéicommiss déjà constituées en corporation en vertu des lois de la province, ou de celles de l'ancienne province du Canada, ou de l'ancienne province du Bas-Canada, ou de celles du Parlement du Canada ou d'une autre province canadienne, qui, le 1er juillet 1913, transigeaient, de bonne foi, des affaires dans la province, ou celles déjà constituées en corporation par les lois de cette province, avant le 1er juillet 1913, et qui ne faisaient pas alors affaires, sujet toutefois aux dispositions de l'article 44, mais les compagnies non constituées en vertu des lois de cette province ne sont enregistrées qu'aux termes et conditions fixés par le lieutenant-gouverneur en conseil;

3° Les compagnies de fidéicommiss extra-provinciales qui n'émettent que des actions permanentes et possèdent un capital-actions souscrit d'au moins cinq cent mille dollars, dont cent mille dollars au moins ont été payés;

4° Les compagnies de fidéicommiss étrangères, mais seulement aux termes et conditions fixés par le lieutenant-gouverneur en conseil. S. R. 1925, c. 248, a. 19.

Registre
des com-
pagnies de
fidéicom-
mis.

20. Il est tenu, chez le trésorier de la province, un registre appelé "Registre des compagnies de fidéicommiss", dans lequel doivent être inscrites toutes les compagnies de fidéicommiss qui ont obtenu un certificat d'enregistrement.

Il doit être indiqué dans ce registre:

Contenu.

1° Le nom de la compagnie de fidéicommiss et les objets pour lesquels le certificat a été octroyé;

2° Le premier jour et le dernier jour du terme pour lequel la compagnie de fidéicommiss est enregistrée;

3° L'endroit où est situé le bureau principal et, s'il s'agit d'une compagnie extra-provinciale ou étrangère, l'endroit du bureau principal dans la province;

19. The following trust companies, being solvent, may be registered: Compagnies which may be registered.

1. Trust companies incorporated in virtue of the laws of the Province, since the 1st of July, 1913, (the date of the coming into force of the act 3 George V, chapter 44), and those hereafter incorporated in virtue of such laws;

2. Trust companies already incorporated in virtue of the laws of the Province or of those of the former Province of Canada or of the former Province of Lower Canada or of those of the Parliament of Canada or of any other Province of Canada, which, on the 1st of July, 1913, were carrying on business in good faith in the Province, or those already incorporated by the laws of this Province before the 1st of July, 1913, but which had not then begun to carry on business, the whole, however, subject to the provisions of section 44; but companies not incorporated in virtue of the laws of this Province shall be registered only on the terms and conditions fixed by the Lieutenant-Governor in Council;

3. Extra-provincial trust companies that issue permanent stock only and have a subscribed capital stock of at least five hundred thousand dollars, of which at least one hundred thousand dollars has been paid up;

4. Foreign trust companies, but only on the terms and conditions fixed by the Lieutenant-Governor in Council. R. S. 1925, c. 248, s. 19.

20. There shall be kept in the office of the Provincial Treasurer a register called "Register of Trust Companies" in which shall be entered all the trust companies which have obtained a certificate of registration. Such register shall mention: Register of Trust Companies.

1. The name of each trust company and the objects for which the certificate has been granted; Contents.

2. The first and the last day of the period for which the trust company has been registered;

3. The place where the head office and, in the case of an extra-provincial or foreign company, the head office in the Province, is situated;

4° Et tous autres détails concernant chaque compagnie de fidéicommiss que le trésorier de la province peut juger utiles. S. R. 1925, c. 248, a. 20.

4. All other particulars respecting each trust company which the Provincial Treasurer may think useful. R. S. 1925, c. 248, s. 20.

Forme du
certificat.

21. Le certificat d'enregistrement doit être rédigé en la forme que le trésorier de la province peut déterminer quand il le juge à propos, et être délivré sous la signature du trésorier de la province à la compagnie enregistrée.

Le certificat doit contenir :

Contenu.

1° Le nom de la compagnie de fidéicommiss et les objets pour lesquels le certificat est accordé;

2° Le premier jour et le dernier jour du terme pour lequel la compagnie de fidéicommiss est enregistrée.

Durée.

Le terme de l'enregistrement expire le 30 juin alors prochain. S. R. 1925, c. 248, a. 21.

21. The certificate of registration shall be drawn up in such form as the Provincial Treasurer may, as he deems expedient, determine, and shall be delivered, signed by the Provincial Treasurer, to the registered company.

Form of
certifi-
cate.

The certificate shall contain:

1. The name of the trust company and the objects for which the certificate is granted;

Contents.

2. The first day and the last day of the period for which the trust company is registered.

The period of the registration shall expire on the 30th of June next following. R. S. 1925, c. 248, s. 21.

Expiry of
registra-
tion.

Certificat
supplé-
mentaire.

22. Si une compagnie enregistrée désire ajouter à ses opérations quelque autre genre d'affaires autorisé par sa charte et la présente loi, le trésorier de la province peut émettre, en faveur de cette compagnie, un certificat d'enregistrement supplémentaire l'autorisant à entreprendre tel autre genre d'affaires. S. R. 1925, c. 248, a. 22.

22. If a registered company desires to add to its operations any kind of business authorized by its charter and by this act, the Provincial Treasurer may issue, in favour of such company, a supplementary certificate of registration authorizing it to carry on such kind of business. R. S. 1925, c. 248, s. 22.

Supple-
mentary
certifi-
cate.

Disposi-
tions ap-
plicables.

23. Les dispositions édictées quant aux certificats d'enregistrement sont également applicables aux certificats d'enregistrement supplémentaires ou temporaires et aux renouvellements des certificats d'enregistrement. S. R. 1925, c. 248, a. 23.

23. The provisions enacted with respect to certificates of registration shall also apply to supplementary or temporary certificates of registration and to renewals of certificates of registration. R. S. 1925, c. 248, s. 23.

Provi-
sions ap-
plicable.

État fi-
nancier.

24. Avant l'émission d'un certificat d'enregistrement, la compagnie de fidéicommiss doit avoir satisfait aux exigences de la loi, et l'exposé de ses affaires, attesté sous les serments du président et du gérant de la compagnie, doit indiquer qu'elle est en état de faire honneur à ses obligations.

24. Before the issue of a certificate of registration, the trust company must satisfy the requirements of the law, and the statements of its affairs attested by the oath of the president and of the manager of the company must show that it is able to meet its obligations.

Financial
statement.

Preuve.

Le trésorier de la province peut exiger, sous ce rapport, toute preuve qu'il juge de nature à l'éclairer sur l'état financier de la compagnie.

The Provincial Treasurer may require, for this purpose, any evidence which he may think will give him information as to the financial condition of the company.

Evidence.

Exception.

Quand il s'agit du renouvellement de l'enregistrement, le trésorier de la province peut n'exiger que le rapport produit en vertu de l'article 39. S. R. 1925, c. 248, a. 24.

In case of renewal of registration, the Provincial Treasurer need demand only the report filed in virtue of section 39. R. S. 1925, c. 248, s. 24.

Excep-
tion.

Noms
similaires.

25. Une compagnie ne peut être enregistrée sous un nom identique à celui sous lequel une compagnie a déjà été enregistrée, ou lui ressemblant tellement qu'il y aurait danger de les confondre, ou sous aucun autre nom qui, dans l'opinion du trésorier de la province, pourrait induire en erreur sur son identité les membres ou le public. S. R. 1925, c. 248, a. 25.

25. No company shall be registered under the same name as that of a company already registered, or so resembling it as to be likely to be confounded therewith, or under any other name which, in the opinion of the Provincial Treasurer, may mislead its members or the public as to its identity. R. S. 1925, c. 248, s. 25.

Similar-
ity of
name.Cies extra-
provin-
ciales ou
étran-
gères.

26. Une corporation extra-provinciale ou étrangère, dont le bureau principal est situé en dehors de la province doit de plus, avant d'avoir droit à l'enregistrement, déposer au département du trésor:

1° Une procuration constituant un agent principal dans la province, aux fins de recevoir les significations en toutes actions et procédures exercées contre elle, et déclarant où sera établi son principal bureau dans la province;

2° Une copie de ses lettres patentes ou de ses articles d'association, ou de tout autre acte constitutif, certifiée par l'officier qui a la garde de l'original.

Dans le cas d'une compagnie constituée par un statut fédéral ou provincial, il suffit d'indiquer le ou les statuts qui concernent sa constitution et ses pouvoirs. S. R. 1925, c. 248, a. 26.

26. Any extra-provincial or foreign company whose head office is situate outside of the Province, shall moreover, before being entitled to registration, deposit in the Treasury Department:

1. A power of attorney appointing a chief agent for the Province for the purpose of receiving service of all actions and proceedings taken against it, and declaring where its head office in the Province will be established;

2. A copy of its letters-patent or articles of association or other incorporating instrument certified by the officer who has charge of the original.

In the case of a company incorporated by a federal or provincial statute, it shall be sufficient to mention the statute or statutes relating to its constitution and powers. R. S. 1925, c. 248, s. 26.

Extra-pro-
vincial or
foreign
compa-
nies.Change-
ment de
bureau ou
d'agent.

27. Chaque fois qu'une compagnie extra-provinciale ou étrangère enregistrée change son agent principal ou le lieu de son bureau principal dans la province, elle doit transmettre au trésorier de la province une copie de la nouvelle procuration constatant ce changement, et avis en doit être donné dans la *Gazette officielle de Québec*. S. R. 1925, c. 248, a. 27.

27. Whenever a registered extra-provincial or foreign company changes its chief agent or the place of its head office in the Province, it must transmit to the Provincial Treasurer a copy of the new power of attorney relating to such change, and notice thereof shall be given in the *Quebec Official Gazette*. R. S. 1925, c. 248, s. 27.

Change of
chief
agent, etc.Change-
ment
de nom.

28. Si une compagnie extra-provinciale ou étrangère enregistrée change son nom, elle doit transmettre au trésorier de la province une copie du document constatant que ce changement a été obtenu légalement, et cette copie doit être certifiée par l'officier qui a la garde de l'original.

Le certificat d'enregistrement doit être corrigé en conséquence, et avis en doit être donné dans la *Gazette officielle de Québec*. S. R. 1925, c. 248, a. 28.

28. If a registered extra-provincial or foreign company changes its name, it must transmit to the Provincial Treasurer a copy of the document establishing that such change has been legally obtained, and such copy shall be certified by the officer who has charge of the original.

The certificate of registration shall be corrected accordingly, and notice thereof shall be given in the *Quebec Official Gazette*. R. S. 1925, c. 248, s. 28.

Change of
name.Correc-
tion du
certificat.

29. Toute compagnie extra-provinciale ou étrangère enregistrée peut, sujette aux

29. Every registered extra-provincial or foreign company may, subject to the

Effect of
certificates.

restrictions et conditions du certificat et des lois de la province, ainsi qu'aux dispositions de sa propre charte, transiger le genre d'affaires autorisé par son certificat, dans la même mesure que si elle avait été constituée en corporation par lettres patentes émises par cette province avec pouvoir de faire les affaires que comporte son certificat. S. R. 1925, c. 248, a. 29.

restrictions and conditions of the certificate and of the laws of the Province, and to the provisions of its charter, carry on the kind of business authorized by its certificate, to the same extent as if it had been incorporated by letters-patent issued by this Province with power to carry on the business covered by its certificate. R. S. 1925, c. 248, s. 29.

Avis.

30. L'émission, le renouvellement, la suspension, l'annulation et l'expiration sans renouvellement d'un certificat d'enregistrement doivent être publiés dans la *Gazette officielle de Québec*, sous forme d'avis, dans les quinze jours qui suivent tel renouvellement ou telle émission, suspension, annulation ou expiration.

30. The issue, the renewal, the suspension, the cancellation or the expiration without renewal, of a certificate of registration, shall be published in the *Quebec Official Gazette* in the form of a notice within the fifteen days next following such issue, renewal, suspension, cancellation or expiration. Notice.

Cies extra-provinciales.

Quand il s'agit d'une compagnie extra-provinciale ou étrangère enregistrée, l'avis de l'émission ou du renouvellement du certificat doit aussi contenir le nom de l'agent de la compagnie et l'endroit où est tenu le principal bureau d'affaires dans la province. S. R. 1925, c. 248, a. 30.

In the case of a registered extra-provincial or foreign company, the notice of the issue or renewal of the certificate shall also contain the name of the company's agent and the place where the head office in the Province is situated. R. S. 1925, c. 248, s. 30. Extra-provincial company.

Annulation de certificat.

31. S'il est démontré, à la satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil, qu'une compagnie de fidéicommiss a obtenu un certificat d'enregistrement par fraude ou sous de fausses représentations, ou qu'elle est constituée dans un but illégal ou est insolvable, ou qu'elle néglige de remplir ses obligations ou de se conformer aux lois qui lui sont applicables, ou a cessé d'exister, le certificat de cette compagnie peut être suspendu ou annulé par le lieutenant-gouverneur en conseil. S. R. 1925, c. 248, a. 31.

31. If it be shown to the satisfaction of the Lieutenant-Governor in Council that a trust company has obtained a certificate of registration by fraud or under false pretences, or that it has been formed for an illegal purpose, or is insolvent, or that it neglects to fulfil its obligations or to comply with the laws governing it, or that it has ceased to exist, the certificate of such company may be suspended or cancelled by the Lieutenant-Governor in Council. R. S. 1925, c. 248, s. 31. Cancellation of certificates.

Avis.

32. La suspension ou l'annulation d'un certificat d'enregistrement doit être portée à la connaissance de la compagnie par envoi postal recommandé, ou autrement adressé au bureau principal de la compagnie dans la province. S. R. 1925, c. 248, a. 32.

32. The suspension or cancellation of a certificate of registration shall be notified to the company through the post, by registered letter, or otherwise delivered to the head office of the company in the Province. R. S. 1925, c. 248, s. 32. Notice.

Effet de l'annulation.

33. Dès que son certificat d'enregistrement est suspendu ou annulé, ou dès que son terme d'enregistrement est expiré sans renouvellement, une compagnie de fidéicommiss ne peut plus transiger d'affaires dans la province, si ce n'est pour liquider ses affaires, tant que son certificat d'enregistrement n'est pas remis en vigueur. Toutefois, une suspension ou une annula-

33. From the time that its certificate of registration has been suspended or cancelled, or its period of registration has expired without renewal, a trust company shall no longer carry on business in the Province, except to wind up its business, so long as its certificate of registration has not been restored. Nevertheless no suspension, cancellation or expiration of regis-

Effect of cancellation.

tion ou une expiration d'enregistrement n'a pas pour effet d'affecter les responsabilités de la compagnie. S. R. 1925, c. 248, a. 33.

Infractions.

34. 1. Tout gérant, directeur, officier ou agent d'une compagnie de fidéicommiss, ou toute compagnie de fidéicommiss qui, contrairement aux dispositions de la présente section, entreprend ou effectue, ou offre ou tente d'entreprendre ou d'effectuer, ou qui annonce ou sollicite quelques transactions, ou qui perçoit ou reçoit des deniers dans le sens de la présente loi, est coupable d'une infraction et, sur conviction sommaire de telle infraction devant un magistrat de police, un magistrat de district ou un juge de paix ayant juridiction là où l'infraction a été commise, est passible d'une amende d'au plus deux cents dollars et des frais, et d'au moins vingt dollars et des frais, et, à défaut de paiement, le délinquant—si la poursuite est dirigée contre une compagnie, le gérant—est emprisonné, pendant un laps de temps d'au plus trois mois et d'au moins un mois; sur toute conviction subséquente, le délinquant est emprisonné avec condamnation aux travaux forcés pendant un laps de temps d'au plus douze mois et d'au moins trois mois.

Fardeau de la preuve.

2. Dans toute action ou procédure intentée en vertu de la présente section la preuve de l'enregistrement incombe à la compagnie ou personne accusée.

Prescription.

3. Toute information ou plainte pour la poursuite d'infractions en vertu de la présente section doit être donnée ou faite par écrit dans l'année qui suit la perpétration de l'infraction.

Procédure.

4. Toutes poursuites prises en vertu des dispositions de la présente loi sont intentées, instruites et jugées conformément à la Loi des convictions sommaires de Québec (chap. 29). S. R. 1925, c. 248, a. 34.

Usage du mot "fidéicommiss".

35. Sous la pénalité édictée à l'article 34, il est prohibé à toute personne ou compagnie qui n'est pas enregistrée en vertu de la présente loi, de se servir, dans la province, du mot "fidéicommiss" combiné ou mis en rapport avec les mots "compagnie", "société", "association", "corporation" ou tous autres mots qui peuvent être de nature à laisser croire au public qu'il s'agit

tration shall affect the obligations of the company. R. S. 1925, c. 248, s. 33.

34. 1. Every manager, director, officer or agent of a trust company, and every trust company which, in violation of the provisions of this division, undertakes or transacts or offers or attempts to undertake or to transact, or which advertises or solicits, any business, or which collects or receives money within the meaning of this act, shall be guilty of an offence, and, on summary conviction thereof before a police magistrate, a district magistrate or a justice of the peace having jurisdiction where the offence was committed, shall be liable to a fine of not more than two hundred dollars nor less than twenty dollars, and costs, and, in default of payment, the offender—if the prosecution be taken against a company, the manager thereof—shall be liable to imprisonment for not more than three months nor less than one month, and, upon every subsequent conviction, to imprisonment with hard labour for not more than twelve months nor less than three months.

2. In any action or proceeding taken in virtue of this division, the burden of proving the registration shall be upon the company or person accused.

3. Every information or complaint in a prosecution for offences in virtue of this division shall be in writing within the year following the commission of the offence.

4. Every prosecution taken in virtue of the provisions of this act shall be taken, tried and decided in accordance with the provisions of the Quebec Summary Convictions Act (Chap. 29). R. S. 1925, c. 248, s. 34.

35. Every person or company not registered in virtue of this act is forbidden, under the penalty enacted by section 34, to make use in the Province of the word "trust" combined or associated with the words "company", "society", "association" or "corporation", or any other words of a nature to lead the public to believe that such company is a company

d'une compagnie enregistrée pour transiger des affaires de fidéicommis. registered to carry on trust business.

Exception.

Le présent article ne s'applique pas aux compagnies, sociétés, associations ou corporations qui, avant le 1er juillet 1913 (date de l'entrée en vigueur de la loi 3 George V, chapitre 44), possédaient le mot "fidéicommis" dans leur nom corporatif. S. R. 1925, c. 248, a. 35.

This section shall not apply to any company, society, association or corporation which, before the 1st of July, 1913 (the date of the coming into force of the act 3 George V, chapter 44), had the word "trust" in its corporate name. R. S. 1925, c. 248, s. 35. Exception.

SECTION VI

INSPECTION ET VÉRIFICATION

Inspecteur et employés.

36. Pour assurer la mise à exécution de la présente loi, le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer un officier appelé "inspecteur des compagnies de fidéicommis" et tous autres officiers ou employés attachés à la mise à exécution de la présente loi.

Contrôle.

L'inspecteur et les autres officiers ou employés ainsi nommés sont sous le contrôle du trésorier de la province, et le lieutenant-gouverneur en conseil peut définir leurs fonctions et leurs devoirs. S. R. 1925, c. 248, a. 36.

Inspection obligatoire.

37. Les compagnies enregistrées sont sujettes à l'inspection de l'inspecteur des compagnies de fidéicommis. S. R. 1925, c. 248, a. 37.

Contribution.

38. Pour défrayer les dépenses du bureau de l'inspecteur, les compagnies enregistrées payent annuellement au trésorier de la province une contribution n'excédant pas quatre mille dollars.

Répartition.

Cette contribution est imposée proportionnellement au capital libéré de chaque telle compagnie, et le certificat du trésorier de la province est décisif quant au montant que chaque compagnie enregistrée doit payer en vertu du présent article. S. R. 1925, c. 248, a. 38.

Rapport annuel.

39. Chaque compagnie enregistrée doit, le ou avant le premier jour de mars de chaque année, faire et produire au bureau de l'inspecteur un rapport de ses opérations pour l'année finissant le trente et unième jour de décembre immédiatement précédent, lequel rapport doit contenir:

1° Une liste de ses officiers et de ses membres;

DIVISION VI

INSPECTION AND AUDIT

36. In order to ensure the proper carrying out of this act, the Lieutenant-Governor in Council may appoint an officer called "Inspector of Trust Companies" and all other officers or employees for the carrying out of this act. Inspector and employees.

The inspector and the other officers or employees so appointed shall be under the control of the Provincial Treasurer, and the Lieutenant-Governor in Council may define their functions and duties. R. S. 1925, c. 248, s. 36. Control.

37. Registered companies shall be subject to the inspection of the inspector of trust companies. R. S. 1925, c. 248, s. 37. Inspection obligatory.

38. To defray the expenses of the inspector's office, the registered companies shall pay annually to the Provincial Treasurer a contribution of not more than four thousand dollars. Contribution.

Such contribution shall be imposed in proportion to the paid-up capital of each such company, and the certificate of the Provincial Treasurer shall be final as to the amount that each registered company shall pay in virtue of this section. R. S. 1925, c. 248, s. 38. Apportionment.

39. Each registered company shall, on or before the first day of March of each year, make and file in the office of the inspector, a report of its operations for the year ending on the 31st of December next preceding, which report shall contain:

1. A list of its officers and members;

2° Un état du capital autorisé;
 3° Un état du capital souscrit;
 4° Un état du capital libéré;
 5° Un état de l'actif et du passif de la compagnie;

6° Un état indiquant les dividendes déclarés et payés;

7° Les autres détails que peut en outre requérir le trésorier de la province.

Cies extra-provinciales.

Une compagnie extra-provinciale ou étrangère doit en outre produire une copie du dernier rapport annuel préparé pour l'information de ses actionnaires.

Publication des rapports.

Il est du devoir du trésorier de la province de publier un sommaire de ces rapports, ainsi que les noms des compagnies enregistrées, dans les trois mois qui suivent le 1er mars de chaque année. S. R. 1925, c. 248, a. 39.

Droit de l'inspecteur.

40. Aux époques fixées à cette fin par le trésorier de la province, l'inspecteur a accès aux locaux de chaque compagnie enregistrée, et a le droit d'examiner ses livres de compte, papiers et documents, dans le but de constater dans quel état se trouvent les affaires de la compagnie. S. R. 1925, c. 248, a. 40.

Contravention.

41. Toute compagnie enregistrée refusant de permettre que cet examen ait lieu, ou l'empêchant ou l'entravant d'une manière quelconque, est passible de la suspension ou de l'annulation de son enregistrement. S. R. 1925, c. 248, a. 41.

Vérification.

42. 1. Il est du devoir des officiers d'une compagnie enregistrée de faire faire chaque année au moins, une vérification de bonne foi de ses affaires et de ses livres et registres par un vérificateur compétent, qui depuis au moins deux ans n'a occupé aucune charge ou emploi de la compagnie.

Examen spécial.

2. Le trésorier de la province, s'il est établi à sa satisfaction qu'un examen spécial des affaires d'une compagnie enregistrée est nécessaire dans l'intérêt public, peut nommer une personne compétente pour faire cet examen et s'enquérir de la manière dont les affaires de cette compagnie sont conduites.

Pouvoirs du vérificateur.

3. La personne ainsi nommée a tous les pouvoirs nécessaires pour assigner à comparaître devant elle les personnes qu'elle juge en état de lui donner des renseigne-

2. A statement of its authorized capital;

3. A statement of its subscribed capital;

4. A statement of its paid-up capital;

5. A statement of the assets and of the liabilities of the company;

6. A statement showing the dividends declared and paid;

7. Such other particulars as the Provincial Treasurer may require.

Every extra-provincial or foreign company shall, more over, file a copy of the last annual report prepared for the information of its shareholders.

Extra-provincial companies.

It shall be the duty of the Provincial Treasurer to publish a summary of such reports as well as of the names of registered companies, within the three months next following the 1st of March of each year. R. S. 1925, c. 248, s. 39.

Publication of summary.

40. At the time fixed for that purpose by the Provincial Treasurer, the inspector shall have access to the premises of each registered company, and the right to examine its books of account, papers and documents, in order to ascertain the condition of the company's business. R. S. 1925, c. 248, s. 40.

Right of inspector.

41. Every registered company refusing to allow such examination or preventing or obstructing it in any way shall be liable to suspension or cancellation of its registration. R. S. 1925, c. 248, s. 41.

Infraction.

42. 1. It shall be the duty of the officers of a registered company to have a trustworthy auditing made, at least every year, of its business and books and registers by a competent auditor who, for at least two years, has held no office or employment in the company.

Audit.

2. The Provincial Treasurer may, if it be established to his satisfaction that a special audit of the affairs of a registered company is necessary in the public interest, appoint a competent person to make such audit and to investigate the manner in which the affairs of such company are carried on.

Special audit.

3. The person so appointed shall have the necessary powers for summoning to appear before him such persons as he may consider to be in a position to give

Powers of auditor.

ments et pour les interroger sous serment.

him information, and for examining them under oath.

Frais. Les frais occasionnés par l'examen spécial doivent être payés par la compagnie enregistrée, sur le certificat du trésorier de la province en fixant le montant.

The costs entailed by the special audit shall be paid by the registered company, on a certificate from the Provincial Treasurer establishing the amount thereof.

Dispositions applicables. Les articles 40 et 41 s'appliquent à l'examen spécial ordonné par le trésorier de la province.

Section 40 and 41 shall apply to the special audit ordered by the Provincial Treasurer.

Annulation de l'enregistrement. 4. Si le rapport de la personne nommée pour faire l'examen spécial démontre que la compagnie procède illégalement ou est insolvable, le trésorier de la province, après la preuve supplémentaire qu'il peut juger à propos d'exiger et après avoir donné aux officiers de la compagnie l'occasion de s'expliquer, soumet la question au lieutenant-gouverneur en conseil qui peut suspendre ou annuler l'enregistrement de la compagnie, à moins que cette dernière ne se conforme aux instructions du trésorier de la province. S. R. 1925, c. 248, a. 42.

4. If the report by the person appointed to make a special audit shows that the company is proceeding illegally or is insolvent, the Provincial Treasurer, after such additional proof as he may deem advisable to exact, and after the company's officers have been given an opportunity to explain, may submit the question to the Lieutenant-Governor in Council, who may suspend or cancel the company's registration unless the latter complies with the instructions of the Provincial Treasurer. R. S. 1925, c. 248, s. 42.

SECTION VII

DIVISION VII

DU TARIF DES DROITS ET DES HONORAIRES ET DISPOSITIONS DIVERSES

TARIFF OF DUTIES AND FEES AND MISCELLANEOUS PROVISIONS

Tarif des droits. 43. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de faire et modifier le tarif des droits et honoraires qu'il peut juger à propos de déclarer payables:

43. It shall be lawful for the Lieutenant-Governor in Council to make and amend the tariff of the duties and fees which he may think fit to declare payable:

1° Sur la constitution en corporation des compagnies de fidéicommiss;

1. For the incorporation of trust companies;

2° Sur les certificats d'enregistrement annuels, temporaires ou supplémentaires, et sur les renouvellements de certificats d'enregistrement.

2. For annual, temporary or supplementary certificates of registration and for renewals of certificates of registration.

Perception. Ces droits et honoraires sont payables au trésorier de la province qui en délivre un reçu à la personne qui en fait le paiement. S. R. 1925, c. 248, a. 43.

Such duties and fees shall be payable to the Provincial Treasurer, who shall deliver a receipt therefor to the person paying them. R. S. 1925, c. 248, s. 43.

Caducité des pouvoirs corporatifs. 44. Les pouvoirs corporatifs d'une compagnie de fidéicommiss constituée en corporation en vertu de la présente loi, ou d'une loi de la Législature, deviennent caducs, faute d'usage pendant deux ans à compter de la date de la constitution en corporation, sauf à seule fin de liquider ses affaires.

44. The corporate powers of a trust company incorporated in virtue of this act or of an act of the Legislature shall lapse for non-user during two years from the date of the incorporation, except for the sole purpose of winding up its business.

Idem. Les pouvoirs corporatifs d'une compagnie de fidéicommiss, quel que soit le mode de sa constitution en corporation par la province antérieurement au 1er juillet, 1913

The corporate powers of a trust company, incorporated by the Province in whatsoever manner, before the 1st of July, 1913 (the date of the coming into

(date de l'entrée en vigueur de la loi 3 George V, chapitre 44), deviennent caducs, shall lapse for non-user for two years faute d'usage pendant deux ans à partir de after such date except for the sole purpose of winding up its business, the whole ladite date, sauf à seule fin de liquider ses of winding up its business, the whole affaires; le tout sans préjudice des lois spé- without prejudice to special acts which ciales qui, par leurs dispositions, peuvent may enact another mode whereby such décréter un autre mode de caducité. S. R. powers shall lapse. R. S. 1925, c. 248, 1925, c. 248, a. 44. s. 44.